

Les nominations au sein des institutions européennes peuvent faire craindre le pire aux travailleurs et aux citoyens

Au cours de l'été, les gouvernements de l'Union Européenne ont, dans la douleur, fait la proposition qu'Ursula von der Leyen, proche d'Angela Merkel et promotrice d'une Europe de la défense liée à l'OTAN, préside la Commission Europe à compter du 1er novembre, et que Christine Lagarde prenne la tête de la Banque Centrale Européenne. Ils ont également nommé Charles Michel, premier ministre belge d'un gouvernement en faillite après avoir gouverné pendant quatre ans avec les nationalistes flamands de la NVA, à la présidence du Conseil européen.

C'est dans ce contexte, après le rejet de la candidature de Sylvie Goulard par le parlement européen qui a valu au chef de l'État et à la France une véritable humiliation sur la scène européenne, que ce dernier vient de présenter Thierry Breton comme membre de la Commission européenne en charge de la politique industrielle, du marché intérieur, du numérique, de la défense et de l'espace.

La nouvelle présidente de l'institution, Ursula von der Leyen, a d'ores et déjà approuvé ce choix, alors que la nomination de ce « grand patron », responsable de la privatisation et de la gestion catastrophique des ressources humaines de France Télécom et ministre de la droite il y a près de quinze ans, serait entachée d'un risque de grave conflit d'intérêt : M. Breton est en effet PDG d'Atos, groupe leader dans le secteur du numérique ! Avec ce choix, le Président Macron confirme que ses regards se portent définitivement vers la droite la plus traditionnelle. Confier ce portefeuille stratégique à un membre du patronat fait craindre le pire en matière de ré-industrialisation, de protection des salariés et de régulation des plate-formes, enjeux capitaux pour l'avenir.

Si nous pouvons nous féliciter de la nomination de femmes à des postes de responsabilité, nous ne pouvons qu'être très inquiets des objectifs politiques poursuivis par la commission et la banque centrale européennes, visant à la mise en œuvre de la concurrence libre et non faussée, à la libéralisation totale de l'économie et à l'effacement de la souveraineté des peuples.

La voix des citoyens qui exigent une autre construction européenne plus sociale, plus écologiste et respectueuse des souverainetés des peuples et des nations est ainsi ignorée, le président de la République ayant délibérément choisi de s'allier avec les députés les plus libéraux du Parlement européen en acceptant la nomination à la Présidence de la commission européenne de celle qui a été la ministre de La Défense Allemande, celle qui rêve de mettre en place une armée européenne de La Défense entièrement sous la tutelle de l'OTAN, privant totalement chaque pays de déterminer sa propre politique en matière de défense. C'est grave pour l'avenir de la Paix, c'est grave pour les populations qui attendent de l'Europe et de la France une voix forte face à celle des États Unis.

Dans la foulée, en totale contradiction avec ses coup de mentons médiatiques, le chef de l'Etat a accepté au cours de l'été la signature de traités de libre échange dont celui du MERCOSUR, le pire que l'UE ait signé depuis son existence !

La CGT est déterminée à mener la lutte contre ceux qui envoient l'Europe dans l'abîme de l'austérité et dans le chaos de l'ethnisme. Il faut au contraire mettre en place d'autres coopérations pour réorienter l'économie vers la satisfaction des besoins humains et lutter contre la crise climatique et contre l'évasion fiscale, pour la défense des droits des travailleuses et des travailleurs, pour la lutte contre les discriminations et pour l'égalité femmes-hommes, pour la paix et la sécurité collective.

C'est tout à fait possible, les propositions que porte la CGT pour une meilleure répartition des richesses et pour une justice climatique, fiscale et sociale en témoignent, et c'est un véritable choix de société !